

Hausse record du pouvoir d'achat en 2019 ? Pour qui ?



Article rédigé par *Sputniknews*, le 26 janvier 2019

Source [Sputniknews] François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, a récemment annoncé que le pouvoir d'achat des Français devrait augmenter de plus de 1,5% en 2019. Un plus haut en... douze ans. Mais ce chiffre, qui n'est qu'une moyenne, ne concernera pas tout le monde et dépend beaucoup d'une inflation dont les méthodes de calculs sont décriées.

Le pouvoir d'achat par habitant devrait croître de plus de 1,5 % cette année, soit le chiffre le plus élevé depuis douze ans. Sur cinq ans, de 2015 à 2020, le pouvoir d'achat moyen pourrait croître d'environ 6 %.

En pleine crise des Gilets jaunes, l'optimisme est de mise du côté de la Banque de France. Comme le rapportent nos confrères des [Echos](#), François Villeroy de Galhau, le gouverneur de l'institution s'est voulu rassurant lors de son audition du 16 janvier par les sénateurs en annonçant ces données positives.

Mais vont-elles bénéficier à tous les Français? Et dans quelles mesures sont-elles exactes? Très compliqué d'y répondre. Sputnik France tente d'y répondre à l'aide de certains éléments qui, malheureusement, risquent de freiner l'enthousiasme général.

Un calcul de l'indice des prix à la consommation décrié

Tout d'abord, ce chiffre est une moyenne. Il prend donc en compte les effets de la réforme de l'impôt sur la fortune (ISF). Ce dernier ne concernait que [358.000 ménages](#) en 2017. Si l'on enlève les 120.000 ménages qui devraient s'acquitter de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) pour l'année 2018 selon [des données provisoires publiées en août l'année dernière](#), «seuls» 238.000 ménages profiteront pleinement de la suppression de l'ISF.

Les Echos notent cependant que la hausse du pouvoir d'achat ne devrait pas bénéficier qu'aux nantis. [Les annonces faites en décembre](#) par le Président Macron afin de calmer la colère des Gilets jaunes devraient avoir un impact sur le portefeuille d'une partie des Français. Le locataire de l'Élysée a mis 10 milliards d'euros sur la table afin de financer, entre autres, une hausse de la prime d'activité, une annulation de la hausse de la CSG concernant les retraités percevant moins de 2.000 euros par mois ainsi qu'une exonération d'impôts et de cotisations sociales sur les heures supplémentaires.

François Villeroy de Galhau souligne que ce train de mesures devrait «avoir un impact positif sur l'activité économique en 2019, à hauteur de 0,1 à 0,2 point de PIB» quand les têtes pensantes du Crédit Agricole prévoient un impact de 0,7 point sur le pouvoir d'achat global.

[Les Gilets jaunes nous avaient \(presque\) fait oublier la crise économique qui vient](#)

Les Echos notent également que «la productivité par salarié dans les entreprises redémarre et les salaires accélèrent lentement mais sûrement». Le quotidien émet l'hypothèse d'une progression du salaire moyen par tête de l'ordre de 2,4% en 2020.

Reste une donnée essentielle dans le calcul de la Banque de France. Si le pouvoir d'achat pourrait ainsi augmenter, c'est grâce à une inflation plus faible. En effet, l'Insee prévoit un ralentissement de

l'augmentation de l'indice des prix qui devrait atteindre les 1% à la mi-2019. La baisse des prix du pétrole devrait notamment jouer un grand rôle.

26/01/2019 11:00